

POUR ELLES, POUR EUX, POUR NOUS,
LE CHOIX DU COLLECTIF!

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

de la FONCTION PUBLIQUE

La CGT rassemble toutes et tous
les salarié·es du public et du privé

La CGT Educ'Action revendique
une école gratuite, égalitaire, émancipatrice et qualifiante
pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire

L'École actuelle nie ses responsabilités

C'est une machine à sélectionner qui ignore ou broie le plus
souvent les personnels et les élèves, spécialement ceux et celles
des familles de milieux socialement défavorisés.

De plus, les réformes successives ont cassé le sens du
travail collectif en individualisant, à travers l'autonomie des
établissements et le salaire au mérite.

Pour le service public, contre les politiques d'austérité,
l'école du tri et de la sélection, pour la défense du statut
des fonctionnaires, luttons et faisons le choix du collectif :

votons CGT !

du 29 NOVEMBRE 2018
au 6 DÉCEMBRE 2018

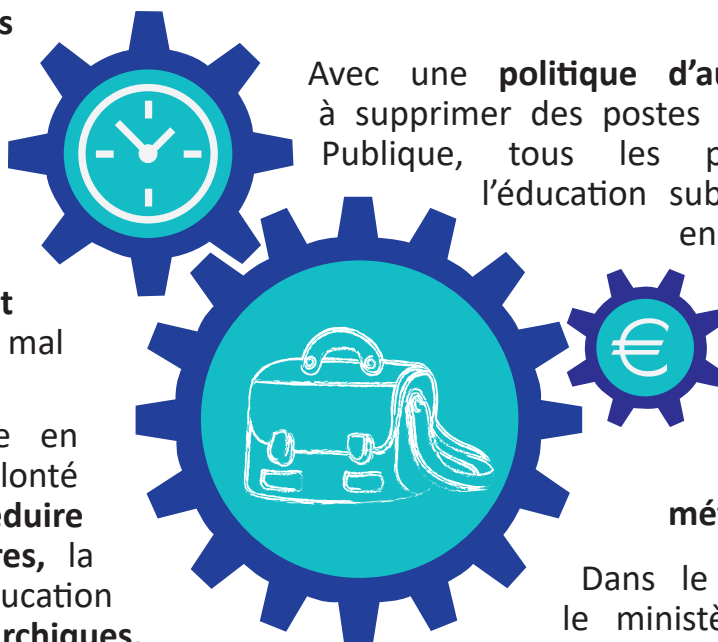
— ma voix doit compter —



Améliorer les conditions de travail

Les différentes **réformes** (collège, rythmes scolaires, lycées...) ont dégradé considérablement nos conditions de travail. Les enseignant·es remplissent **de plus en plus de missions périphériques et chronophages** qui mettent à mal le travail collectif.

Dans une profession prise en tenaille entre la volonté gouvernementale de **réduire le nombre de fonctionnaires**, la montée des exigences de l'Éducation nationale et les **pressions hiérarchiques**, l'état de santé des personnels ne peut que se dégrader. L'Institution ne met pas en œuvre **une réelle politique de prévention de santé et minore le rôle des CHSCT** et des mandaté·es de cette instance.



Avec une **politique d'austérité** visant à supprimer des postes de la Fonction Publique, tous les personnels de l'éducation subissent d'année en année une **surcharge de travail épuisante** qui remet en question **le sens de nos métiers**.

Dans le même temps, le ministère recrute de plus en plus souvent des personnels **non titulaires** qui remplissent, sous un statut précaire, des missions pérennes.

LA CGT Educ'Action revendique :

- *la réduction du temps de travail pour toutes et tous ;*
- *des créations de postes pour répondre aux besoins ;*
- *une diminution des effectifs par classe ;*
- *la titularisation immédiate des personnels en situation de précarité sans condition de concours ni de nationalité ;*
- *un accès réel à une médecine de prévention ;*
- *le maintien du statut de la Fonction Publique pour tou.tes les agent.es.*

Augmenter les salaires

Le PPCR et le RIFSEEP, formes de **rémunérations au mérite**,

❗ sapent les piliers du statut général de la Fonction Publique qui repose sur la qualification, le concours, les droits et obligations des fonctionnaires,

❗ favorisent **l'individualisme, la concurrence, le clientélisme, la souffrance au travail et l'inégalité de traitement**,

❗ introduisent des grades à accès fonctionnel.

Le retour de la journée de carence est un coup supplémentaire porté au pouvoir d'achat des agent·es.



Diplômes, qualifications : émancipation

L'idéologie libérale des réformes successives vise à substituer progressivement à la **logique de qualification** celle de **compétences**. Dans ce cadre, la notion de compétences répond aux conceptions du **patronat** qui souhaite la casse des diplômes et des grilles salariales correspondantes.

DIPLOME NATIONAL

DIPLOME LOCAL

La réforme du bac, Parcoursup et les attendus sur les formations **ne permettent plus** à toutes et tous l'accès à l'enseignement supérieur.

Depuis plusieurs années, les Régions et l'État favorisent **l'apprentissage au détriment de la formation initiale sous statut scolaire**.

Leur but est d'avoir la mainmise sur les contenus et certifications des diplômes en lien avec **l'économie locale pour une employabilité immédiate des jeunes**.

LA CGT Educ'Action revendique :

- *une formation initiale délivrant une culture commune de haut niveau. Cette formation doit être qualifiée et qualifiante et donner lieu à la délivrance de diplômes cadrés et reconnus nationalement. Elle doit permettre d'accéder à un emploi digne et rémunérateur.*
- *le baccalauréat doit permettre à chacun-e de choisir ses poursuites d'études et rester le 1^{er} grade universitaire.*

LA CGT Educ'Action revendique :

- *une revalorisation du traitement pour toutes et tous, le rattrapage immédiat à hauteur de 400 euros par mois, soit 90 points d'indice, pas d'augmentation individuelle au mérite, aucune rémunération nette inférieure à 1800 euros par mois,*
- *l'intégration des primes et des indemnités dans le traitement de base pour leur prise en compte dans le calcul de la pension de retraite,*
- *la suppression de la journée de carence,*
- *la retraite à 60 ans ou après 37,5 annuités avec 75% du meilleur salaire.*

Gagner l'égalité Femmes-Hommes

Dans l'Éducation nationale et la Fonction Publique, l'idée est répandue qu'il y a forcément égalité salariale entre les femmes et les hommes. Pourtant, **il existe bel et bien des inégalités** de revenus, de déroulement de carrière et de conditions de travail.

Ainsi, le **salaire moyen des enseignants est supérieur environ de 8%** à celui des enseignantes et de 35% chez les personnels administratifs, sociaux et de santé. Ces inégalités sont liées à l'attribution de primes, au temps partiel subi ou plus ou moins choisi, à la précarité...

70% des personnels sont des femmes. Elles sont pourtant sous-représentées dans les postes les plus rémunérés et surreprésentées dans les catégories les moins rémunérées.



La CGT Educ'action revendique :

- *l'égalité salariale et professionnelle,*

- *l'alignement par le haut des pensions et des retraites jusqu'à l'égalité réelle,*

- *la revalorisation, notamment salariale, des métiers dits féminins et/ ou féminisés, pour une mixité renforcée de tous les métiers dans tous les secteurs professionnels,*

- *l'accès des femmes aux postes à responsabilités dans toutes les professions.*

Dans l'Éducation nationale, comme dans la société, les filles et les femmes subissent le sexisme ordinaire, voire des violences sexistes : dénigrement, remarques sur les tenues vestimentaires, harcèlements, insultes, agressions...

Parce que le droit des femmes doit être respecté aussi en milieu professionnel, la CGT Educ'action exige que l'institution scolaire soit intransigeante sur ces pratiques et qu'elle soutienne systématiquement les victimes.

Par sa mission éducative, l'École doit permettre d'identifier les discriminations et les stéréotypes sexistes et de genre pour les combattre, tant au niveau des personnels que des élèves.

Déconstruire les schémas sexués porteurs des inégalités de genre est fondamental dans le projet d'École démocratique et émancipatrice que nous portons.



Du 29 novembre au 6 décembre 2018
VOTONS CGT

— ma voix doit compter —

CGT Educ'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tel : 01.55.82.76.55 - e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - internet : www.cgteduc.fr